

Les négociations climatiques internationales à l'aune de la conférence de Durban

Déclaration du groupe Environnement et nature

Alors que toutes les préoccupations politiques se concentrent sur la crise économique et sociale, il est essentiel de ne pas perdre de vue que le climat n'attend pas : rien ne doit éclipser l'urgence de la situation et la nécessité de trouver des solutions communes pour y remédier.

À cet égard, le prochain sommet de Durban est déterminant et il est très positif que le CESE se soit emparé du sujet. L'avis proposé est concret et pertinent, le groupe environnement et nature salue les efforts de la rapporteure et de la section qui en ont fait un texte à la fois consensuel et ambitieux.

Le défi climatique devrait être envisagé comme une chance de repenser nos modèles de développement, surtout en période de grave crise économique et sociale. En ce sens, le groupe environnement et nature juge essentiels les axes suivants.

- Le Sommet de Durban doit poser les fondations d'un nouvel accord mondial sur le climat à la fois ambitieux, équitable et juridiquement contraignant. Pour cela, il est impératif de confirmer la légitimité des Nations Unies à piloter le débat, d'assurer la forme juridique d'un futur accord post-2012 et de valider une deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto.
- Les négociations climatiques doivent trouver un second souffle *via* une amélioration de la gouvernance des négociations climat, avec un rôle repensé et renforcé pour la société civile. Une réelle avancée des négociations climatiques ne pourra, en effet, pas faire l'économie d'un renforcement du pilier environnemental au sein de l'ONU avec la création d'une organisation mondiale de l'environnement et d'une mobilisation des organisations de la société civile, mobilisation pour laquelle le CESE devrait à l'avenir avoir un rôle grandissant à jouer.
- L'Union européenne peut faire bouger les lignes en s'appliquant, pour elle-même, un haut niveau d'ambition et des objectifs européens de lutte contre le changement climatique à la hauteur des préconisations scientifiques. S'appuyant sur les projections du GIEC, le CESE soutient l'objectif européen de 30 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2020 comme premier cap. Le groupe environnement et nature y souscrit pleinement, conscient de la volonté politique afférente.

- En matière de déforestation, le soutien, à objectif très clair, de zéro déforestation brute d'ici à 2020 en prenant, bien entendu, en compte les situations particulières des populations autochtones.
- Le volet adaptation dans les négociations climatiques doit être renforcé avec un positionnement fort de la France sur la scène internationale.
- Un financement efficace et équitable de la solidarité climatique doit être trouvé avec le besoin d'améliorer la transparence de l'aide publique et le renforcement des fonds dédiés au volet adaptation. Le groupe environnement et nature soutient la préconisation de création de financements innovants et additionnels assortis d'une gouvernance adaptée, ainsi que la possibilité de mobiliser à terme les transports internationaux. Le groupe souhaite insister sur le fait que la solidarité climatique se finance mais ne se monnaie pas.

Le groupe environnement et nature a voté cet avis, qui rappelle l'urgence d'agir sans décourager, et suivra de près l'avancée des négociations à Durban.